



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

COMITÉ DE L'AGRICULTURE

Vingt-sixième session

Rome, 1-5 octobre 2018

**Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025):
contribution possible du secteur de l'agriculture à une alimentation
saine et à une meilleure nutrition**

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

Anna Lartey
Directrice

Division de la nutrition et des systèmes alimentaires
Tél: +39 06 5705 5807

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org



COAG 26

I. Historique de la décennie d'action des nations unies pour la nutrition

1. Le 1^{er} avril 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 70/259¹, par laquelle elle proclamait 2016-2025 Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition («Décennie de la nutrition»²). La proclamation de la Décennie de la nutrition était une recommandation de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), organisée conjointement en novembre 2014 par la FAO et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et au cours de laquelle ont été adoptés la Déclaration de Rome sur la nutrition³, qui définit dix engagements d'action généraux, et le Cadre d'action y afférent, qui établit soixante mesures recommandées⁴.
2. En 2015, l'Assemblée générale des Nations Unies a pris acte des engagements annoncés à la CIN2 en intégrant dans le Programme 2030 un objectif de développement durable (ODD) ainsi libellé: «éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable» (ODD 2), et en incorporant dans les autres ODD des aspects liés à la nutrition.
3. Dans la résolution 70/259, l'Assemblée générale demandait également à la FAO et à l'OMS: i) de diriger la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie de la nutrition, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF); ii) d'élaborer de concert un programme de travail pour la Décennie de la nutrition, en s'appuyant sur des mécanismes de coordination tels que le Comité permanent de la nutrition des Nations Unies (CPN) et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), et avec le concours d'autres organisations et plateformes internationales et régionales, et iii) d'établir des rapports biennaux à l'intention du Secrétaire général des Nations Unies afin d'informer l'Assemblée générale de l'état d'avancement des travaux menés dans le cadre de la Décennie de la nutrition.
4. Le programme de travail pour la Décennie de la nutrition⁵ a été élaboré selon un processus d'inclusion et de collaboration comprenant quatre débats en face à face avec les Membres. Le Mécanisme de la société civile (MSC) et le Mécanisme du secteur privé (MSP) pour les relations avec le CSA ont participé activement à deux consultations en ligne.
5. La Décennie de la nutrition offre à l'ensemble des parties prenantes une occasion exceptionnelle et bien délimitée dans le temps de renforcer leurs efforts qu'ils mènent conjointement pour mettre en œuvre les engagements pris au titre de la CIN2 et des ODD liés à la nutrition.
6. Le premier rapport intérimaire sur la Décennie de la nutrition a été publié⁶ en 2018 et a été présenté par le Secrétaire général de l'ONU à l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa soixante-douzième session.

¹ A/RES/70/259 - <https://undocs.org/A/RES/70/259>.

² <https://www.un.org/nutrition/home> (en anglais).

³ <http://www.fao.org/3/a-ml542f.pdf>.

⁴ <http://www.fao.org/3/a-mm215f.pdf>.

⁵ <Http://www.fao.org/3/a-bs726e.pdf> (en anglais).

⁶ <http://undocs.org/A/72/829>.

II. Moyens de mise en œuvre de la décennie de la nutrition

7. Le Programme de travail de la Décennie de la nutrition comporte six domaines transversaux liés entre eux, selon les recommandations formulées par la CIN2 et conformément aux ODD, à savoir:

- a) systèmes alimentaires durables et résilients en faveur de régimes alimentaires sains;
- b) systèmes de santé harmonisés assurant la couverture universelle des mesures nutritionnelles essentielles;
- c) protection sociale et éducation nutritionnelle;
- d) commerce et investissements pour une meilleure nutrition;
- e) environnement sûr et favorable à la nutrition pour tous les âges;
- f) gouvernance et reddition de comptes renforcées dans le domaine de la nutrition.

8. La mise en œuvre de la Décennie de la nutrition comporte plusieurs volets:

- a) communication à la FAO et à l’OMS, par les États Membres, des engagements SMART (spécifiques, mesurables, accessibles, réalistes et limités dans le temps) pris à la CIN2, dans le contexte des politiques nationales de nutrition ou liées à la nutrition, et énoncés dans le cadre d’un dialogue avec un large éventail de parties prenantes;
- b) recours à des réseaux d’action, par exemple des coalitions de pays informelles qui mettent l’accent sur un domaine d’action lié à la nutrition et qui visent à renforcer la collaboration en faveur de la nutrition;
- c) organisation de forums permettant de planifier, de partager des connaissances, de prendre acte des résultats positifs, d’exprimer les difficultés et de promouvoir la collaboration entre les parties prenantes pertinentes;
- d) mobilisation de ressources financières à l’appui de la mise en œuvre des politiques et programmes nationaux.

9. En mai 2017, au cours de la soixante-dixième Assemblée mondiale de la Santé, le Brésil et l’Équateur sont devenus les deux premiers pays à prendre des engagements concrets et ambitieux en matière d’action, dans le cadre de la Décennie de la nutrition⁷. En novembre 2017, les engagements pris dans le cadre de la Décennie de la nutrition lors du Sommet mondial de la nutrition qui s’est tenu à Milan (Italie), comprenaient des financements nationaux annoncés par divers pays dont la Côte d’Ivoire, El Salvador, l’Inde, Madagascar, le Niger, le Nigéria et la Zambie⁸.

10. En décembre 2016, la FAO et l’OMS ont accueilli conjointement à Rome, dans le cadre de la Décennie de la nutrition, le *Colloque international pour des systèmes alimentaires durables au service d’une alimentation saine et d’une meilleure nutrition*⁹. L’objectif du symposium était de mieux sensibiliser aux défis urgents d’aujourd’hui liés à l’alimentation et à la nutrition et de créer un forum pour discuter des stratégies en matière de réglementation et de réformes, à la suite de la CIN2 et sous l’égide de la Décennie d’action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025). Neuf séances parallèles constituées de présentations d’experts et d’études de cas nationaux ont été organisées selon trois sous-thèmes: les mesures axées sur l’offre qui permettent de diversifier la production alimentaire et d’accroître la disponibilité et l’accessibilité économique de denrées nutritives au service d’une alimentation saine; les mesures et politiques axées sur la demande qui permettent d’améliorer l’accès à

⁷ <https://extranet.who.int/nutrition/gina/fr/commitments/>.

⁸ <https://nutritionforgrowth.org/press-release-global-nutrition-summit-2017-milan/> (en anglais).

⁹ <http://www.fao.org/about/meetings/sustainable-food-systems-nutrition-symposium/fr/>;
<http://www.fao.org/documents/card/fr/c/I9025EN/> (en anglais).

une alimentation saine et offrent aux consommateurs la possibilité de choisir; et les mesures visant à renforcer la reddition de comptes, la résilience et l'équité au sein des systèmes alimentaires.

11. En outre, cinq colloques régionaux de suivi¹⁰ ont permis d'examiner comment la notion de systèmes alimentaires durables au service d'une alimentation saine et d'une meilleure nutrition se présentait dans les régions et quelles difficultés elle présentait; de confronter les caractéristiques essentielles des systèmes alimentaires des différentes régions et la façon dont ces caractéristiques influent sur les modes d'alimentation; de recenser les politiques et expériences régionales de lutte contre la malnutrition sous l'angle des systèmes alimentaires; et de déclencher l'élaboration de mesures conformes au cadre d'action adopté à la CIN2 et au programme de travail pour la Décennie de la nutrition.

III. Contribution de l'agriculture à des régimes alimentaires sains

12. Les mauvaises habitudes alimentaires sont le deuxième facteur de risque dans le monde s'agissant des décès et de la morbidité¹¹. D'après le Rapport sur la nutrition mondiale (2017), 88 pour cent des pays font face à une lourde charge causée par deux ou plusieurs formes de malnutrition¹². Le monde est donc mal engagé pour atteindre les cibles mondiales en matière de nutrition. Dans nombre de systèmes alimentaires, les aliments nutritifs qui constituent un régime sain sont hors d'atteinte, soit parce que ces aliments ne sont pas disponibles, soit parce qu'ils sont trop chers.

13. Pour tenir les engagements de la CIN2 et atteindre les cibles mondiales de nutrition 2025 approuvées par l'Assemblée mondiale de la Santé¹³, les cibles mondiales en matière de maladies non transmissibles liées au régime alimentaire¹⁴ et les autres cibles nationales concernant la nutrition et liées au Programme de développement durable à l'horizon 2030, il faut mettre en œuvre des initiatives menées par ordre de priorité et conçues pour accélérer les actions entreprises dans le cadre la Décennie de la nutrition

14. Lors de la CIN2, par la Déclaration de Rome sur la nutrition, les États Membres se sont engagés «à renforcer les systèmes alimentaires durables, de la production à la consommation et dans tous les secteurs concernés, en élaborant des politiques cohérentes des pouvoirs publics afin d'assurer, d'un bout à l'autre de l'année, l'accès des populations à des aliments répondant à leurs besoins nutritionnels et de favoriser une alimentation sûre et variée»¹⁵.

¹⁰ Pour l'Amérique latine et les Caraïbes (San Salvador, 5-7 septembre 2017), pour l'Asie et le Pacifique (Bangkok, 10-11 novembre 2017), pour l'Afrique (Abidjan, 16-17 novembre 2017), pour l'Europe et l'Asie centrale (Budapest, 4-5 décembre 2017) et pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (Muscat, 11-12 décembre 2017); <http://www.fao.org/about/meetings/sustainable-food-systems-nutrition-symposium/regional-symposia/fr/>.

¹¹ Global, regional, and national comparative risk assessment of 84 behavioural, environmental and occupational, and metabolic risks or clusters of risks, 1990-2016: a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2016 (Étude comparative des risques à l'échelle nationale, régionale et mondiale de 84 risques comportementaux, environnementaux, professionnels et métaboliques, 1990-2016: une analyse systématique pour l'étude sur la charge mondiale de morbidité 2016). [https://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736\(17\)32366-8.pdf](https://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736(17)32366-8.pdf).

¹² http://165.227.233.32/wp-content/uploads/2017/11/Report_2017-2.pdf.

¹³ www.who.int/nutrition/global-target-2025/fr/.

¹⁴ <http://www.who.int/nmh/ncd-tools/definition-targets/en/> (en anglais).

¹⁵ <http://www.fao.org/3/a-ml542f.pdf>.

15. De manière générale, le colloque international et les cinq colloques régionaux ont contribué à sensibiliser aux approches fondées sur les systèmes alimentaires et à créer un consensus, et ont permis de dégager des exemples concrets, notamment dans le secteur de l'agriculture, afin d'améliorer la nutrition. Ainsi:

- a) lors du Colloque régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, un exemple de Programme national en faveur de la réduction des pertes et gaspillages de nourriture a été présenté¹⁶ et des expériences de production et de distribution agroécologiques en faveur d'une alimentation saine ont été mises en avant¹⁷;
- b) lors du Colloque régional pour l'Asie et le Pacifique, des expériences sur l'amélioration de la nutrition des familles pratiquant l'agriculture d'altitude ont été présentées et le projet intitulé «*Leveraging agriculture for nutrition in South Asia - LANSAs*» (Mettre à profit l'agriculture en faveur de la nutrition dans l'Asie du Sud) a été présenté. Le projet porte principalement sur l'accroissement de la disponibilité des céréales et des légumineuses riches en nutriments au moyen du renforcement de la production au niveau des exploitations et sur l'amélioration de la diversité des régimes alimentaires au moyen de la diversification des cultures dans des exploitations¹⁸;
- c) lors du Colloque régional pour l'Afrique, des présentations ont été données, notamment sur le rôle des sources d'aliments nutritifs sous-utilisées, comme les ressources forestières non ligneuses dans les systèmes alimentaires en Afrique, sur les programmes destinés aux petits agriculteurs qui visent à créer une offre durable et bon marché d'aliments d'origine animale, en vue de l'amélioration des régimes alimentaires dans l'ensemble du continent africain, et sur les mesures visant à garantir la coordination et la régulation multisectorielles des chaînes d'approvisionnement alimentaire, afin de veiller à ce que les systèmes d'approvisionnement en aliments sains et nutritifs soient approuvés¹⁹;
- d) lors du Colloque régional pour l'Europe et l'Asie centrale, les caractéristiques géochimiques des sols consacrés à une agriculture favorable à la nutrition en Asie centrale ont été abordés, ainsi que les approches en faveur d'une agriculture et de systèmes alimentaires durables en Europe et en Asie centrale²⁰;
- e) lors du Colloque régional pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, les principaux sujets concernaient les systèmes alimentaires durables et la mise en place d'un régime alimentaire arabe durable en vue de l'atténuation de la pénurie de ressources naturelles²¹.

16. Les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation jouent un rôle majeur dans l'alimentation des populations, car ils permettent d'accroître la disponibilité et l'accessibilité d'aliments divers, sains et nutritifs qui contribuent à une alimentation saine. Les programmes et les investissements agricoles peuvent avoir plus d'effets sur la nutrition, notamment s'ils comprennent des objectifs et des indicateurs nutritionnels explicites dès leur élaboration, préservent ou améliorent la base de ressources

¹⁶ <https://www.slideshare.net/ExternalEvents/presentacin-de-la-experiencia-del-programa-regional-de-prdidas-y-desperdicios-de-alimentos-de-argentina/1>.

¹⁷ <https://www.slideshare.net/ExternalEvents/presentacin-de-la-experiencia-sobre-produccion-y-distribucion-agroecologica-para-una-alimentacion-sana-y-soberana-en-los-andes-de-venezuela/1>.

¹⁸ <http://www.fao.org/3/a-bt729e.pdf> (en anglais).

¹⁹ http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/raf/uploads/files/Nutrition_Symposium_AbidjanNov2017_-_Final_-_Final_Act.pdf (en anglais).

²⁰ http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/reu/europe/documents/events2017/FNsymp/Programme_en.pdf (en anglais).

²¹ http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/rne/img/docs/Regional-Symposium-Oman-Agenda-EN.pdf.

naturelles, favorisent la diversification de la production et augmentent la production d'espèces cultivées riches en nutriments et du petit élevage²².

IV. Réseaux d'action conduits par les pays dans le cadre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition

17. Le Décennie de la nutrition encourage et appuie les pays en établissant des Réseaux d'action dont l'objectif est de renforcer la collaboration en matière d'action nutritionnelle. Conduits et coordonnés par un ou plusieurs pays, ces Réseaux d'action permettent aux pays de diffuser des connaissances et des bonnes pratiques, de mettre en évidence des exemples de réussites mais aussi d'obstacles rencontrés, et de s'aider mutuellement afin de progresser plus rapidement dans des domaines spécifiques, l'objectif ultime étant d'améliorer les systèmes alimentaires, les régimes alimentaires et la nutrition pour tous au moyen de politiques et de législations.

18. Il n'y a pas de limite au nombre de pays pouvant se joindre au Réseau d'action. Les participants sont des représentants de ministères ou d'autres institutions publiques nationales s'occupant de domaines liés à la nutrition. L'adhésion est ouverte à plus d'un ministère ou institution publique de chaque pays afin de s'assurer de l'engagement multisectoriel nécessaire à l'intégration et au maintien de l'action. En devenant membre, les pays s'engagent à participer activement aux activités du Réseau d'action, y compris en proposant des points d'action et en aidant à la mise en œuvre.

19. La Norvège a annoncé à la Conférence sur les océans de juin 2017 la création d'un *Réseau mondial d'action pour une alimentation durable tirée des océans et des eaux continentales au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition*²³, qui s'inscrit dans le cadre de la Décennie de la nutrition et fait directement suite aux ODD. La première réunion du Réseau mondial d'action s'est tenue à Rome, le 5 juillet 2018. Deux réseaux régionaux supplémentaires ont été annoncés à la Conférence mondiale sur les maladies non transmissibles qui s'est tenue à Montevideo (Uruguay) en octobre 2017²⁴: le *Réseau d'action des Amériques pour un environnement alimentaire sain*, conduit par le Chili, et le *Réseau d'action pour l'élimination de l'obésité infantile dans le Pacifique*, sous le patronage des Fidji. Le Brésil a proposé de conduire cinq réseaux d'action sur: 1) la promotion des recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments, en vue de la prévention de l'obésité et de la réduction des maladies non transmissibles (Coprésident: Uruguay); 2) la réduction de la consommation de sel, afin de prévenir et de lutter contre les maladies cardio-vasculaires (coprésidents: Costa Rica et Colombie); 3) la gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle; 4) les achats publics d'aliments produits par des petits agriculteurs; et 5) l'alimentation scolaire durable. La France et l'Australie travaillent ensemble à la mise en place d'un réseau sur l'étiquetage nutritionnel.

20. Afin de donner suite à l'Année internationale des légumineuses (2016), les États Membres sont encouragés à établir un réseau d'action sur les légumineuses, afin de mettre en commun l'expérience acquise, les problèmes rencontrés et les enseignements tirés, par exemple: i) l'inclusion des légumineuses dans les systèmes de cultures multiples; ii) les politiques commerciales sur les légumineuses; ou iii) les mesures politiques visant à augmenter la production et la consommation nationales de légumineuses.

²² <http://www.fao.org/nutrition/politiques-programmes/boite-a-outils/fr/>.

²³ <https://oceanconference.un.org/commitments/?id=19383> (en anglais).

²⁴ <http://www.who.int/conferences/global-ncd-conference/montevideo-report.pdf> (en anglais).

21. En outre, les États Membres sont encouragés à établir un réseau d'action sur les fruits et légumes, dont l'objectif serait d'accroître la disponibilité de ces produits tout au long de l'année et pour l'ensemble de la population, tout en pratiquant des prix abordables. Ce réseau pourrait mettre en avant le rôle crucial que les fruits et légumes peuvent jouer dans la sécurité alimentaire et la nutrition et pourrait permettre de partager des connaissances et des enseignements tirés. Il pourrait par exemple mettre en place des incitations visant à augmenter la production de fruits et légumes, améliorer l'efficacité des marchés, favoriser les investissements dans les installations de stockage des marchés ou réduire les pertes et gaspillage alimentaires au moyen des emballages.

22. La variabilité du climat et l'exposition de plus en plus fréquente et intense à des conditions météorologiques extrêmes ont des effets négatifs sur les revenus ruraux et l'accès aux aliments, car ils entraînent des chutes de production. En outre, il a été démontré que la variabilité du climat a des effets sur la teneur en micronutriments des plantes cultivées²⁵. En effet, cette variabilité peut compromettre la qualité des aliments consommés et la diversité des régimes alimentaires²⁶. Les États Membres pourraient envisager la création d'un réseau d'action sur la résistance aux aléas climatiques en vue d'une meilleure nutrition. Celui-ci permettrait de diffuser des connaissances et des enseignements à tirer sur la mise en œuvre de programmes et de politiques de réduction des risques liés aux catastrophes et d'adaptation au climat qui tiennent également compte de la nutrition, afin de renforcer la résilience des moyens d'existence des populations et d'atténuer les effets du climat sur les systèmes alimentaires.

²⁵ https://www.cambridge.org/core/services/aop-cambridge-core/content/view/F9D843CAD8E1153C64519D918F575CE1/S0029665115000026a.pdf/droughtresistant_cereals_impact_on_water_sustainability_and_nutritional_quality.pdf (en anglais).

²⁶ <http://www.fao.org/3/a-i5128e.pdf> (en anglais).